

Précarité, automatisations.. l'Europe face aux mutations de l'emploi

Au début, il pensait retrouver la chambre de son enfance pour quelques mois seulement. Il y dort depuis bientôt quatre ans. Quand Joao Ferreira a perdu son travail d'assistant comptable à Lisbonne, en 2015, il est retourné vivre chez ses parents, près de la capitale portugaise. «*J'ai dû ravalier ma fierté, mais c'était encore la crise*», raconte le jeune homme, qui vient de fêter ses 37 ans. Après deux ans de chômage, il a retrouvé une mission pour une PME. Puis une autre.

La plupart du temps, ses employeurs le payent avec des «*recibos verdes*» («*reçus verts*»), des contrats à l'origine conçus pour les indépendants et offrant aux salariés des droits – congés, indemnités chômage et maladie – limités. «*Beaucoup d'entreprises abusent pour ne pas embaucher*», déplore-t-il. En janvier, le gouvernement a réformé ce régime, sous lequel travaillent 300 000 Portugais, pour le rendre plus protecteur. «*C'est bien mieux*», reconnaît Joao. *Mais ma situation reste trop précaire pour que je puisse reprendre un studio à Lisbonne.*»

Au-delà des «*recibos verdes*» portugais, que dire des «*contrats zéro heure*» britanniques, des mini-jobs allemands ou encore des

FRACTURES EUROPÉENNES 2|5 Le taux de chômage a retrouvé son niveau d'avant-crise.

Mais, sous l'effet de la mondialisation et de la robotisation, le fossé se creuse entre les emplois très qualifiés et peu qualifiés

autoentrepreneurs français? «*En Europe, comme dans les nations industrialisées, la précarité se développe aux marges et la qualité de certains emplois se dégrade*», constate Stefano Scarpetta, spécialiste du sujet à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). De grandes mutations sont à l'œuvre au sein des marchés du travail européens, observe-t-il: «*Elles se sont accentuées depuis la crise de 2008 mais, en vérité, elles ont commencé bien avant.*»

UN JEUNE GREC SUR TROIS SANS EMPLOI

Douze ans après le choc des subprimes, le taux de chômage dans l'Union européenne (UE) est retombé à 6,5 %, selon Eurostat, soit son plus faible niveau depuis 2000. Mais ce bon chiffre masque des situations très disparates selon les Etats. «*Les taux de chômage y varient de 2 % à 18,5 %, en fonction de la vigueur plus ou moins forte de la reprise et des spécificités structurelles nationales*», détaille Zsolt Darvas, économiste au centre de réflexion Bruegel, à Bruxelles (Belgique). L'Europe du Nord, les Pays-Bas, et surtout l'Autriche et l'Allemagne ont quasiment renoué avec le plein-emploi. Outre-Rhin, le taux de chômage était de 3,2 % seulement en janvier, d'après Eurostat.

Comme bien souvent, la France se trouve dans une situation intermédiaire, avec un

taux de chômage à 8,8 %, tandis qu'au sud, les séquelles de la crise sont encore présentes. Si le Portugal a spectaculairement redressé la barre (6,7 %), l'Italie (10,5 %), engluée dans une croissance anémique, peine à créer des emplois. La Grèce est enfin sortie des plans d'aide, mais près d'un jeune actif sur trois y est toujours sans emploi.

En Espagne, plus de 550 000 postes ont été créés en 2018 (+ 3 %). Le taux de chômage est redescendu sous la barre des 15 %, après avoir frôlé les 28 % mi-2013. Malgré ce rétablissement solide, près d'un tiers des emplois créés en 2018 sont à durée déterminée. Dans un million de foyers espagnols, tous les adultes sont au chômage.

Le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez a fait du problème sa priorité avec, notamment, un plan de choc doté de 2 milliards d'euros sur trois ans pour améliorer la formation des jeunes et limiter les CDD. En janvier, il a également augmenté le salaire minimal de 740 à 900 euros mensuels (sur quatorze mensualités, soit 1 050 euros par mois sur un an). A quelques semaines des élections législatives anticipées du 28 avril, tous les partis proposent une nouvelle réforme du marché du travail et veulent revoir ou améliorer la loi flexibilisant l'emploi, adoptée par le conservateur Mariano Rajoy en 2012.

Une mobilité des travailleurs relative et contestée

ELLE A BEAU CONSTITUER un des principes fondateurs de l'Union européenne (UE), la mobilité des travailleurs fait toujours polémique dans une Europe marquée par de fortes disparités économiques.

La France a-t-elle tenté de l'entraver, en réclamant et en obtenant une révision de la directive sur le travail détaché? Ce fut en tout cas une des premières batailles qu'Emmanuel Macron a choisi de mener à Bruxelles. Deux semaines après sa prise de fonctions, il demandait déjà de revoir ce texte datant de 1996, conçu avant l'adhésion massive des pays de l'Est à l'Union.

Le toilettage de ce texte, très controversé en France, accusé par une partie de la gauche et par l'extrême droite d'être la porte ouverte au dumping social, avait déjà bien commencé. La commission Junker y planchait depuis début 2017. Mais la France lui a apporté un soutien de poids, face à l'Est, arc-bouté

contre une quelconque retouche, et accusant Paris de protectionnisme et d'entrave au marché unique.

Les règles avaient été initialement fixées pour faciliter, tout en l'encadrant, la mobilité des travailleurs et des services sur le marché unique.

Un travailleur détaché est «*un salarié envoyé par son employeur dans un autre Etat membre, en vue d'y fournir un service à titre temporaire*», explique la Commission. Si ses prestations sociales peuvent rester celles de son employeur, il doit, précisait déjà la directive de 1996, bénéficier des «*conditions de travail et d'emploi*» définies par «*la législation et/ou la pratique nationale de l'Etat membre sur le territoire duquel le travailleur est détaché*».

Détachement limité à un an

Mais la loi européenne a été largement contournée par des employeurs opportunistes, jouant sur les différentiels de salaires considé-

rables pour envoyer sur les chantiers ou les exploitations agricoles de l'Ouest et du Sud des travailleurs hongrois, bulgares ou roumains.

Adopté en 2018 au terme de longues négociations, le texte révisé introduit le principe d'un «*même salaire sur un même lieu de travail, pour un même travail*» et, sur insistance de la France, limite les missions de détachement à un an. Les Etats membres ont jusqu'au 30 juillet 2020 pour le transposer dans leur droit national.

Le même affrontement binaire entre supposés «*protectionnistes*» et «*adeptes du dumping*» s'est joué durant toute la discussion sur le «*paquet mobilité*», et il est toujours en cours... Mi-2017, la Commission a proposé un train de législations pour limiter les abus dans le transport: application du travail détaché au cabotage, interdiction du temps de repos en cabine, etc. Si les capitales ont réussi à trouver un

terrain d'entente fin 2018, au Parlement de Strasbourg, les élus continuent de se déchirer au sein même de leurs familles politiques.

Mais la défense de la mobilité est parfois à géographie variable. La France s'est ainsi bien gardée de protester contre une disposition du nouveau règlement de coordination des systèmes de sécurité sociale – toujours en discussion – qui permettra à ses presque 100 000 ressortissants, frontaliers travaillant au Luxembourg, d'y faire valoir leurs droits au chômage six mois après leur perte d'emploi. C'est le Luxembourg qui a protesté, tentant, avec le reste du Benelux, de bloquer l'adoption du texte. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
(BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)

REVENDICATIONS SALARIALES À L'EST

En Europe de l'Est, le problème est presque à l'opposé: la plupart des pays font face à une pénurie de main-d'œuvre. En République tchèque, le taux de chômage en janvier était

d'à peine 2,1 %. En Pologne, il est inférieur à 4 %. « Il est si bas que les entreprises peinent à recruter », explique Grzegorz Sielewicz, économiste à Varsovie pour l'entreprise d'assurance-crédit Coface. Les travailleurs devraient être en position de force pour réclamer des hausses de rémunération, alors que le salaire minimal plafonne encore à 464 euros brut par mois en Hongrie ou à 286 euros en Bulgarie.

Cependant, les négociations au sein des entreprises, dont beaucoup de grands groupes européens venus dans la région pour profiter du bas coût du travail, restent difficiles. Fin janvier, un mouvement de grève, déclenché chez le constructeur automobile allemand Audi en Hongrie, a permis aux employés d'obtenir une revalorisation de 18 % de leur rémunération. Il a été interprété comme un potentiel réveil syndical dans la région. Pourtant, « les gens s'en vont toujours, car les conditions sont meilleures ailleurs », regrette Valeria Toldi, du syndicat hongrois des métallurgistes.

Au-delà de ces différences nationales, l'ensemble des pays européens font également face à des mutations de fond. « Partout, les emplois font de plus en plus appel à des qualifications élevées, exigeant de grandes capacités cognitives et relationnelles, tandis que les emplois manuels et routiniers déclinent », ob-

serve la Banque mondiale, dans son dernier rapport sur l'Europe. Le fossé entre les personnes suffisamment qualifiées et les peu diplômées se creuse. S'ajoutent à cela la précarisation d'une partie des emplois, et l'anémie, en partie inexpliquée, de la productivité.

Ces transformations sont en partie le fruit de la mondialisation, mais pas seulement. « Dans le courant des années 2000, une partie des classes moyennes à l'Ouest s'est trouvée en compétition avec les travailleurs à bas coût des pays émergents », explique Massimiliano Mascherini, de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound). Dans le même temps, le changement technologique a commencé à rebattre les cartes.

« Le principal risque à venir de l'automatisation est moins d'assister à l'explosion du chômage que de voir le marché du travail se polariser un peu plus encore », juge M. Scarpetta, de l'OCDE. Avec, d'un côté, les entreprises et salariés suffisamment qualifiés pour s'adapter aux nouvelles technologies et, de l'autre, les PME et travailleurs laissés au bord de la route. D'autant que les emplois intermédiaires dans l'industrie s'évaporent eux aussi peu à peu. « Le monde se tertiarise : la demande de biens industriels se tasse partout, tandis que celle de services augmente », détaille l'économiste Patrick Artus, de la banque Natixis.

Certes, les services créent également des emplois intermédiaires, notamment dans la santé (infirmiers, techniciens médicaux, préparateurs pharmaceutiques...). « Mais sans formation, les ouvriers qualifiés perdant leur poste en usine ne peuvent pas y accéder : ils se trouvent donc relégués aux emplois précaires des services », résume Florence Pisani, économiste pour la société de gestion d'actifs Candriam.

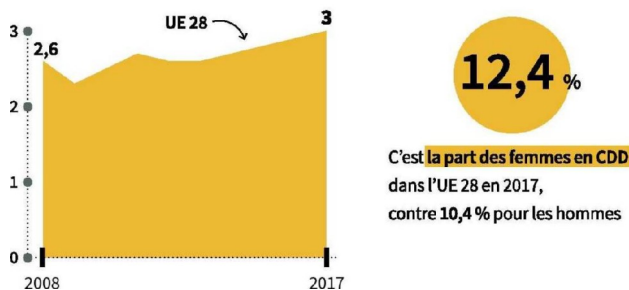
Et pour cause : le modèle social européen, où les droits sociaux – liés à la maladie, à la vieillesse – sont largement assis sur l'emploi salarié classique, est peu adapté pour faire face à ces mutations. « Le grand enjeu des années à venir sera de réinventer la protection sociale afin d'y inclure les travailleurs indépendants, de plus en plus nombreux », estime M. Mascherini. Il faudra surtout repenser nos systèmes de formation, insiste-t-il, afin de permettre aux salariés d'acquiescer, tout au long de leur carrière, les compétences leur permettant de s'adapter au progrès technique. Et avant cela, d'éviter que 13 % des jeunes de l'UE sortent chaque année sans diplôme du système scolaire. ■

MARIE CHARREL, BLAISE GAUQUELIN (VIENNE, CORRESPONDANT) ET SANDRINE MOREL (MADRID, CORRESPONDANCE)

Prochain volet La jeunesse européenne entre espoir et réalisme

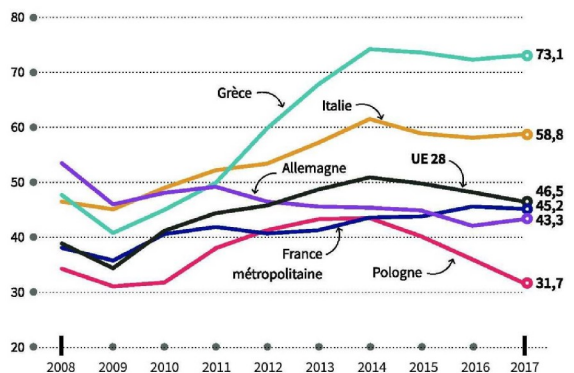
Les emplois précaires ont augmenté dans les services

PART DES CDD DE MOINS DE TROIS MOIS DANS LES COMMERCES, LE TRANSPORT, L'HÔTELLERIE ET LA RESTAURATION, EN % DES EMPLOIS



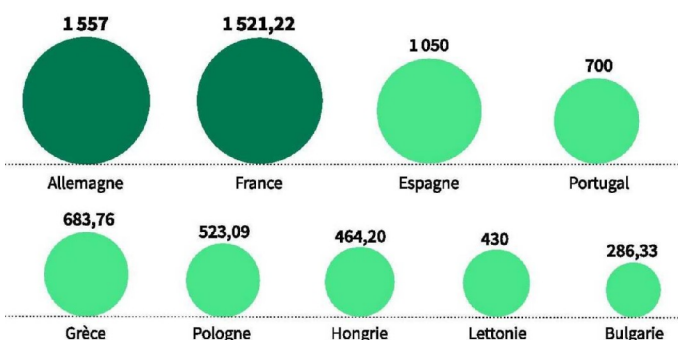
Le chômage de longue durée peine à refluer

PART DU CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE (PLUS DE 12 MOIS) DANS LE CHÔMAGE TOTAL, EN %



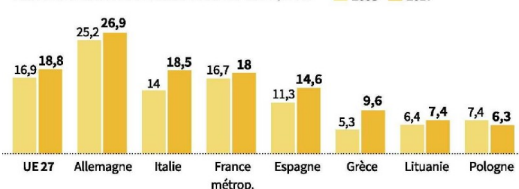
Les grands écarts des salaires minimums légaux

SALAIRES MINIMUMS* (MENSUELS BRUT) AU 1^{ER} SEMESTRE 2019, EN EUROS



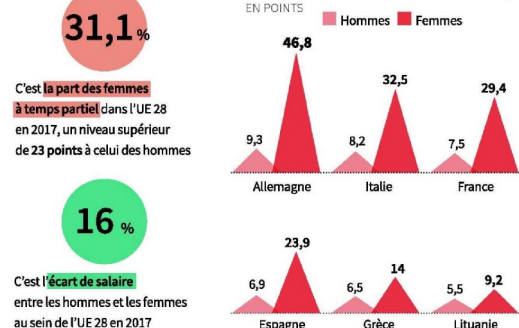
Les temps partiels ont augmenté...

PART DES TEMPS PARTIELS DANS L'EMPLOI TOTAL, EN %



... surtout chez les femmes

EMPLOI À TEMPS PARTIEL SELON LE SEXE EN 2017, EN POINTS



Le Bade-Wurtemberg en quête d'ouvriers qualifiés

Dans ce Land du sud-ouest de l'Allemagne, les entreprises ont recours à la main-d'œuvre étrangère, notamment hongroise

BERLIN - correspondance

Böblingen est une ville typique de la banlieue de Stuttgart, capitale du Bade-Wurtemberg (sud-ouest de l'Allemagne). Elle est connue pour abriter l'une des plus grandes usines Mercedes de la région, et une myriade de sous-traitants de taille moyenne, le fameux «Mittelstand». Ici, comme dans tout le Land, le chômage est presque inexistant (environ 3%), ce qui signifie que les ouvriers qualifiés sont une denrée onéreuse et quasi introuvable, en particulier pour les entreprises de taille intermédiaire.

Frank Link est le bras droit du patron de BVS Blechtechnik, une PME spécialisée dans l'usinage et l'assemblage de pièces métalliques de précision en petite série grâce à de grosses machines-outils. Les commandes de cette société, qui approvisionne les industries électronique, médicale et aéronautique, ne manquent pas. La seule angoisse quotidienne de M. Link est de trouver assez de personnel qualifié pour manipuler des engins complexes.

«C'est un souci permanent. Dans la région autour de Stuttgart, le marché des ouvriers qualifiés est ratissé. Ces trois dernières années, neuf salariés très compétents nous ont quittés pour aller chez Porsche. Sur les 160 membres de notre personnel, on l'a senti passer.» Quand ce n'est pas Porsche qui débâche les meilleurs collaborateurs, c'est Bosch ou Daimler, qui recrutent à des salaires et à des conditions sur lesquelles les PME ne peuvent pas s'aligner.

Pour honorer ses commandes, BVS Blechtechnik a décidé, il y a quelques années, de recourir à la main-d'œuvre

étrangère : des ouvriers hongrois, recrutés par le biais d'une agence d'intérim spécialisée. «Ils viennent six mois, repartent en Hongrie un mois ou deux pour respecter les limites légales, puis reviennent. C'est très cher. Cela nous revient à près de 35 euros de l'heure. Mais les gens qui arrivent sont ultraqualifiés. Ils ont une très bonne formation théorique de base et une excellente maîtrise technique des machines», note Frank Link.

L'agence d'intérim à laquelle BVS Blechtechnik a fait appel est située à quelques kilomètres de là, à Metzingen, au sud de Stuttgart. En Hongrie, Europakraft est implantée à Nagytarcsa, à l'ouest de Budapest. Ses activités de placement sont parfaitement taillées pour les besoins des PME du Bade-Wurtemberg : électronique, installations industrielles, réseaux de tuyauteries ou conduites, turbines et construction de machines.

1,2 million de postes non pourvus

«Ils ont un centre de formation sur place, où ils utilisent les mêmes machines pour le travail du métal que les nôtres. Arrivés ici, les ouvriers peuvent commencer à travailler tout de suite, sans qu'on ait besoin de les former. C'est un énorme avantage pour nous», poursuit M. Link. Actuellement, BVS Blechtechnik ne fait plus travailler qu'un seul intérimaire à Böblingen. La conjoncture s'est ralentie outre-Rhin. Il y a deux ans, ils étaient sept ou huit immigrés temporaires hongrois à s'activer autour des machines.

Malgré l'accalmie actuelle, les experts estiment que le manque de personnel qualifié va perdurer, voire s'aggraver dans la région, en particulier à partir de

2025, quand les générations du baby-boom vont partir à la retraite. Selon une étude de la banque publique d'investissement KfW, parue en décembre 2018, à partir des données de son «panel du Mittelstand» (échantillon d'entreprises de taille moyenne), deux tiers des petites et moyennes entreprises auront du mal à recruter dans les trois prochaines années. «Le Mittelstand est bien plus pessimiste qu'il y a encore quatre ans. Les entreprises redoutent de ne pas trouver de candidats dans les professions recherchées», précisent les auteurs de l'étude.

Au cours de la décennie écoulée, cinq millions d'emplois ont été créés outre-Rhin, pour l'essentiel dans les PME, où travaillent aujourd'hui 70% des salariés. Revers de la médaille : 1,2 million de postes sont non pourvus. Les régions les plus touchées sont le sud de l'Allemagne – la Bavière et le Bade-Wurtemberg –, en particulier dans les métiers techniques, la construction et les soins.

L'automatisation à l'œuvre avec l'industrie 4.0 est une solution, mais elle ne réglera que partiellement le problème, jugent les experts de la KfW. C'est aussi l'avis de Frank Link. «Les machines, même automatisées, doivent être chargées avec le matériau brut, déchargées, programmées. On a besoin de moins de personnes, mais ça n'ira pas sans intervention humaine. Les travailleurs seront de plus en plus qualifiés.» Faute de candidatures, BVS Blechtechnik a pris le parti de former elle-même des apprentis, notamment des demandeurs d'asile. «On a pris de jeunes Syriens en apprentissage, qu'on a complètement formés. Ce sont des gens sympathiques, travailleurs, fiables. On a eu une bonne expérience avec eux. On espère les garder.» ■

CÉCILE BOUTELET

« En France, on ne se dit pas qu'il vaut mieux tout plutôt que le chômage »

L'économiste Eric Heyer revient sur la difficulté à enrayer le chômage de longue durée

ENTRETIEN Est-ce une spécificité française ?

Eric Heyer est économiste auprès de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Le chômage de longue durée est-il un héritage de la crise ?

Plus on reste longtemps au chômage, plus il est difficile d'en sortir, et cela ne date pas de 2008. La crise a surtout aggravé le phénomène. Pendant huit ans, on a produit moins avec moins de gens. Le taux de chômage s'est envolé, et celui de longue durée avec. La crise ayant duré longtemps, des personnes qui étaient employables se sont retrouvées enfermées dans l'inactivité.

Le marché du travail s'est polarisé dans la plupart des pays développés ces dix dernières années. On a créé des emplois très qualifiés et d'autres peu qualifiés, au détriment des emplois intermédiaires. Or, c'est ce type de postes qu'occupaient beaucoup de salariés touchés par la crise : des emplois assez routiniers, avec parfois un peu d'expertise. Ce n'est pas une spécificité française.

En revanche, nous sommes le pays de l'OCDE où le phénomène des NEET (*not in education, employment or training*, « ni étudiant, ni employé, ni stagiaire ») progresse le plus. Chaque année, environ 150 000 jeunes sortent du système scolaire. Selon des études du Collège de France, on saurait les déceler dès la maternelle dans 80% des

cas... Il y a un problème au niveau des dépenses d'éducation : plutôt élevées

pour le secondaire et le supérieur, elles sont insuffisantes dans le préprimaire et le primaire. Ça nourrit le décrochage, de même que les difficultés d'accès au logement.

Quelles politiques ont été mises en place pour réduire le chômage de longue durée ?

Il faut voir le chômage comme un phénomène de file d'attente. Certains sont à la porte du marché du travail, d'autres en sont très éloignés, tels les chômeurs de longue durée. Seule une forte croissance peut permettre à ces derniers d'accéder à l'emploi.

En France, faute de croissance, soit on

sort les chômeurs de la file d'attente, comme à l'époque des préretraites ou des dispenses de recherche d'emploi pour les seniors, soit on la court-circuite, en créant des dispositifs de formation. Pour les jeunes, il existe depuis les années 1980 des contrats aidés, qui visent théoriquement les chômeurs de longue durée. L'objectif est de leur permettre d'acquérir une formation et des qualifications certifiées, notamment dans le secteur non marchand. Le problème, c'est que ces dispositifs font baisser les chiffres du chômage, mais ne sont pas toujours bien ciblés.

Dans le modèle scandinave de « flexisécurité », les entreprises peuvent licencier assez facilement, mais l'indemnisation des chômeurs est très élevée, pendant plusieurs années si besoin. Enormément d'argent public est investi dans la formation. En revanche, le contrôle des chômeurs est très strict. Ça fonctionne, mais ça coûte très cher en dépenses publiques et prélèvements obligatoires.

A l'inverse, dans les pays anglo-saxons, les dépenses publiques sont faibles et le marché du travail très flexible. Mais l'emploi est aussi soutenu par les autorités budgétaires et monétaires. Ces dernières mènent des politiques expansionnistes tant que la croissance n'a pas atteint un certain niveau, quitte à laisser filer les déficits pour stimuler l'activité. La banque centrale américaine gère l'inflation ainsi que le plein-emploi. On pourrait presque parler de « flexisécurité » à l'anglo-saxonne : ce n'est pas une assurance-chômage, mais l'assurance d'avoir un travail.

dix-huit heures hebdomadaires.

Le temps partiel est également très développé en Allemagne, où la baisse du chômage est allée de pair avec une baisse des revenus. Ces politiques ont produit des résultats spectaculaires, mais la situation des anciens chômeurs de longue durée est-elle meilleure aujourd'hui ? Ça se discute. En France, nous n'avons pas encore franchi le pas de nous dire : « Il vaut mieux tout plutôt que le chômage. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉLISE BARTHET

D'autres, en Europe, ont-ils réussi à endiguer ce phénomène ?

Dans les Etats qui ont un faible taux de chômage, la part du chômage de longue durée est, par définition, plus faible. Les Néerlandais ont, par exemple, fait le choix de mettre la moitié des salariés du pays à temps partiel. Dans 85 % des cas, ce sont des femmes qui occupent ces emplois d'une durée de dix-sept ou

Malgré la reprise, des disparités selon les pays

